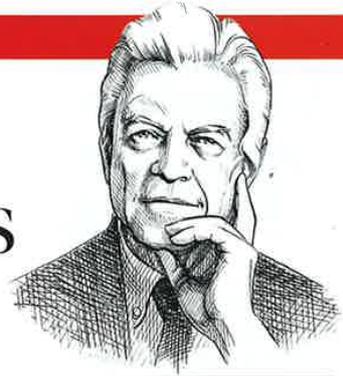


L'Europe face aux menaces djihadistes

PAR DUSAN SIDJANSKI



UNE MENACE MULTIFORME exige une riposte globale, d'autant qu'elle est portée par une armée disposant d'un armement sophistiqué et d'un commandement central aux ambitions étatiques. Le djihad justifié par un islamisme guerrier abuse de toutes les violences contre nos sociétés, vulnérables du fait de leur complexité, leur ouverture et leur tolérance. Le rêve impérialiste ressurgit-il après plus d'un millénaire de soumission, en s'inscrivant dans la prédiction d'André Malraux: le XXI^e siècle sera le siècle des religions. Lesquelles?

Deux ripostes sont réclamées par l'eurodéputé Alain Lamassouse: la création d'un fichier commun des voyageurs européens permettant de détecter les djihadistes qui vont se former au Moyen-Orient – le Passenger Name Record (PNR) – enterinée par le Parlement européen en avril, et un «FBI européen». Ces deux moyens viendraient ainsi compléter les instruments existants: le système Schengen (SIS), le mandat d'arrêt européen qui a été utilisé par la France après l'attentat de Bruxelles, Europol et Eurojust, composé de procureurs, de juges et d'officiers de police expérimentés, ayant la faculté de former des équipes d'enquêtes communes telles que l'équipe franco-belge. Ces instruments n'ont pas empêché les 63 attentats en France, 35 au Royaume-Uni et 33 en Espagne entre 2009 et 2013, avec pour cibles Paris, Copenhague, Bruxelles, Londres et Madrid.

Revendiquées par Daech, ces attaques sont perpétrées par des cellules disséminées dans l'Union, composées de porteurs de passeports européens, souvent éduqués en Europe. Inspirées et télécommandées depuis Rakka, elles sont exécutées de manière autonome par les commandos dans les centres urbains à haute densité de population. Les récentes attaques et leurs préparatifs rappellent leur dimension européenne, voire mondiale, tout en visant Paris qui contribue activement à la guerre contre Daech.

La Commission européenne a imposé le contrôle des

plateformes des monnaies virtuelles sur internet, la fin de l'anonymat pour des cartes prépayées et plus d'efficacité entre les cellules de renseignement contre les cas qui évoquent les «Panama Papers». Mais comment gérer le cas ambivalent de la Turquie qui coopère en matière des migrants moyennant finances, en même temps qu'elle fait la guerre aux Kurdes et facilite des opérations de vente de pétrole et d'armes? Des questions similaires se posent au sujet des pays arabes soupçonnés d'aider les islamistes. Ces remarques soulignent l'inextricabilité des actions contradictoires ainsi que les conflits d'intérêts illustrés par les géants de l'internet.

Quant à l'idée d'un FBI européen, ne faut-il pas rappeler que le puissant FBI américain n'a pas été capable d'éviter l'attaque du 11 septembre 2001 qui est de loin la plus meurtrière de l'histoire du terrorisme avec 2973 morts et 6291 blessés. Ce n'est pas pour autant qu'il est sage d'écarter l'idée d'une police fédérale européenne porteuse de plus de sécurité et d'espoir.

«André Malraux avait prédit: le XXI^e siècle sera le siècle des religions. Lesquelles?»

Respect et éducation

Si la guerre contre le cœur du terrorisme donne des résultats, elle n'est pas suffisante contre l'idéologie revêtu d'islamisme diffusée en Europe et en Afrique.

C'est là qu'intervient l'éducation adaptée et le dialogue des cultures. L'apprentissage dès le jeune âge du respect des diverses croyances et cultures met avant tout le respect des personnes, que l'on retrouve avec des nuances dans la plupart des religions et systèmes de valeurs.

La lutte contre le fanatisme et ses réseaux de recrutement exige aussi un combat en faveur des idées et projets mobilisateurs en Europe et dans l'Union, à l'encontre des courants extrémistes opposés à la proclamation de nos principes. Les menaces sur l'Union exigent une approche globale et des mesures dans le cadre d'une Union politique seule susceptible de solidarité et de pleine collaboration sous contrôle démocratique.

DUSAN SIDJANSKI, ancien conseiller de Manuel Barroso à la Commission européenne, est le fondateur de Sciences Po à Genève. Il est par ailleurs membre du conseil de la fondation Latsis.